

C. LAMBERT, FNSEA

## L'agriculture a besoin d'aides d'urgence pour faire face à la sécheresse

© 11/08/2020 |  Terre-net Média

**L'agriculture a besoin d'aides d'urgence pour faire face à la sécheresse « exceptionnelle » et espère aussi être incluse dans le plan de relance de l'économie française pour accélérer la transition climatique et la souveraineté alimentaire du pays, a déclaré mardi la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert.**

**P**our les aides d'urgence, la FNSEA devrait indiquer vers le 20 août le montant estimé des besoins (aides à la trésorerie, allègement de taxes sur le foncier non bâti, report de cotisations sociales, échelonnements bancaires...) pour compenser les pertes de revenus, a déclaré Christiane Lambert sur France Inter. **La sécheresse sur 72 départements**, touche « les trois quarts » des 450 000 agriculteurs en France, a-t-elle estimé.

La moisson a été mauvaise avec - 30 % de **récolte de blé** et - 30 % en orge, avec aussi des **baisses sur le colza** et les lentilles, a-t-elle rappelé. « Ceux qui ont des pâtures ont souffert » aussi : les éleveurs n'ont plus d'herbe fraîche pour nourrir leurs animaux, leurs prairies ont été transformées en « paillason » couleur marron.

Concernant l'investissement, « il y avait déjà une demande de l'agriculture dans le cadre du **plan de relance**, elle est toujours là » a ajouté la responsable. « Nous avons comptabilisé les besoins à un milliard d'euros », a-t-elle avancé.

Face à un « contexte de climat aussi changeant et de sécheresse et de canicule aussi récurrent », on « ne peut plus faire seulement des pansements, il faut faire quelque chose de structurel » a-t-elle dit en évoquant « **le stockage d'eau**, les assurances et la recherche ».

Lire aussi : [Julien Denormandie veut « simplifier » les constructions de retenues d'eau](#)

« Le président de la République a parlé souveraineté alimentaire et on importe aujourd'hui 50 % de nos tomates, de nos fraises », a-t-elle noté en demandant les « moyens de produire » en France. Pendant le confinement « sans pénurie », les agriculteurs « ont été au rendez-vous, les assiettes ont été pleines » a fait valoir Christiane Lambert, « mais les filières ont souffert, et il y a aujourd'hui des coûts supplémentaires (de production, NDLR) en raison des gestes barrière, de la distanciation sociale, il y a l'emballage et des coûts qu'il faut assumer ».

Le plan de relance de l'économie française, portant sur 100 milliards d'euros, doit être présenté le 25 août par le gouvernement. Mi-juillet, le Premier ministre Jean Castex en a dévoilé les grandes lignes : 30 milliards fléchés sur la transition écologique, dont une partie se recoupe avec 40 milliards d'euros pour l'industrie, dont le secteur agroalimentaire fait partie.